

Oui, mais Maître Besnard parle si bien!

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur : GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS
An 18 fr.
6 Mois 9 fr.
3 Mois 4 fr. 50
1 MOIS 1 fr. 50

REPRÉSAILLES ?

« Le silence ne supprime pas les événements », répète l'Œuvre. Il ne supprime pas non plus les zeppelins.

Ce serait une erreur de croire que notre Œuvre n'a connu que quatre fois les honneurs de la saisie ; la navrante actualité nous oblige à rappeler qu'avant d'être quotidienne, l'Œuvre avait déjà mis en branle toute la maréchaussée nationale : à la fin de mars 1915, M. Millerand donna l'ordre exprès à tous les préfets, procureurs, commissaires et gendarmes d'appréhender et de détruire tous les exemplaires de notre numéro qui portait sur sa couverture cette question indiscrète : POURQUOI N'AVONS-NOUS PAS DE ZEPELINS ?

Bien entendu, jamais les autorités compétentes ne soufflèrent mot des milliers d'exemplaires ainsi étouffés, ni du gros préjudice matériel que nous causa cet abus de pouvoir. On attend pour s'occuper de ces détails que M. Jean Dupuy vocifère : « Mes paquets sont évanoués ! » Aussi bien, cette fois-là, l'Œuvre n'avait fait entendre aucune protestation, nulle plainte. N'éprouvant que le seul regret de n'avoir pu jeter un nouveau cri d'alarme, elle se tenait pour satisfaite si, parmi les exemplaires indûment saisis, M. Alexandre Millerand, qui assumait alors la lourde charge de la défense nationale, en avait gardé un pour le lire avec quelque attention et en faire son profit.

Par malheur, M<sup>e</sup> Millerand s'imagina que, pour prévenir le retour des zeppelins, il suffisait d'empêcher l'Œuvre d'en parler. Et certain de nous assurer ainsi la maîtrise de l'air, il adopta délibérément la politique de l'autruche, oubliant que l'autruche est un des rares oiseaux qui ne savent pas voler.

Qu'est-ce donc que nous avions proféré d'inouï dans cette brochure ? Contenaient-elle des renseignements nouveaux, de « révélations sensationnelles », un terrible réquisitoire contre nos « dirigeants » (comme ils s'appellent) ? Pas le moins du monde : la brochure ne contenait pas une ligne, pas un mot inédits. Je m'étais borné à réunir quelques-uns de nos articles sur l'aéronautique parus bien avant la guerre (car, depuis plusieurs années, l'Œuvre hebdomadaire menait une minutieuse enquête sur l'insuffisance de notre préparation militaire) et dans cette série d'études malheureusement si prophétiques, j'avais choisi celles qui, au lendemain du premier raid des zeppelins sur Paris, pouvaient contenir des renseignements ou des enseignements utiles.

Bien entendu, ces articles n'étaient ni de moi, ni de M. René Besnard. Suivant notre méthode, l'Œuvre s'était adressée, pour traiter une question spéciale, aux spécialistes les plus compétents ; car, après de patientes recherches et de longues études dans les meilleures écoles, je suis arrivé, tel que vous me voyez, à faire cette considérable découverte que pour apprendre à cuire le pain mieux vaut s'adresser aux boulangers et que les vigneronnes savent généralement mieux que les ferblantiers l'art de cultiver la vigne.

C'est ainsi que plusieurs officiers aviateurs, à notre requête, voulurent bien expliquer aux lecteurs de l'Œuvre ce qui clochait dans notre aviation militaire. Deux d'entre eux déplorèrent notamment la mal façon des aéroplanes qu'on les obligeait à monter. Ils établirent l'un et l'autre que, sur tels appareils, on devait fatalement se tuer, et ils se tuèrent en effet tous les deux, l'un le 20 octobre 1913 et l'autre le 17 juin 1914.

Si rares et si incertains que semblent les droits qui nous restent, nous avons au moins celui d'espérer que, la guerre éclatant six semaines plus tard, ces tragiques leçons ne seraient pas complètement perdues. En effet, l'année suivante, M<sup>e</sup> Millerand ne tarda pas à finir par s'apercevoir que toutes les pièces n'étaient pas en ordre dans le dossier de notre aviation militaire. Qu'est-ce donc qu'il y manquait ? M<sup>e</sup> Millerand le trouva sans peine : il y manquait un avocat. Fort heureusement, à la Chambre, il n'avait qu'à se baisser pour en prendre ; il se baissa et ramassa M<sup>e</sup> René Besnard, un petit jeune homme d'Etat très gentil. Dès qu'il fut, après le bombardement de Paris, bombardé sous-secrétaire de l'aéronautique, tous les journaux qu'on ne saisit pas s'écrièrent en chœur que tout allait le mieux du monde dans le ciel où planait M<sup>e</sup> Besnard comme sur la terre où planait M<sup>e</sup> Millerand.

Est-il besoin d'ajouter qu'en demandant l'année dernière « pourquoi nous n'avions pas de zeppelins », nous ne tenions pas spécialement à doter notre

patrie de ce genre de machines ? Là-dessus, nous ne saurions avoir qu'un avis de pékins, comme dit l'autre, et les pékins ne sont pas admis, sauf quand ils sont avocats, à raisonner des choses de l'aéronautique. Tout ce qu'on leur permet, c'est d'être bien convaincus (ne le leur a-t-on pas assez répété ?) que les zeppelins sont, à leur choix, des « joujoux colossaux » ou des « monstres fragiles ». Ils sont à la merci de toutes les contingences et de toutes les intempéries : mais au point de vue militaire, ces coûteux engins ne servent à rien, nous dit-on, et n'ont aucune importance.

Ils n'ont, en effet, d'importance que pour les centaines de victimes qu'ils écrabouillent, et, jusqu'à présent, ils ont tué plus de monde que tous nos cuirassés réunis. Ces « joujoux colossaux » transportent en se jouant mille kilos d'explosifs formidables sur la tête même de M. Poincaré. Il est possible aussi que ces « monstres fragiles » aient tout à redouter des caprices du vent ou des fantaisies de la température ; mais, si l'on s'en tient aux données de l'expérience, il semble bien qu'ils aient beaucoup moins à craindre ceux qui sont spécialement chargés de les arrêter.

Oh ! loin de nous l'intention d'adresser la moindre critique à nos défenseurs aériens ! L'Œuvre ne s'est jamais plainte que d'une chose : c'est qu'on ne rende pas un suffisant hommage à leur héroïsme. Mais, dans l'espèce, il est constant que l'héroïsme ne suffit plus.

On nous avait tant dit que toutes les précautions étaient prises pour tenir en respect les zeppelins et qu'ils n'oseraient pas s'aventurer au-dessus de Paris ! J'entends bien qu'hier ils n'ont pu s'en approcher qu'à la faveur des nuages ; mais il me souvient que l'autre fois, le 20 mars 1915, le ciel était magnifiquement pur. Faut-il en induire que les raids de zeppelins sur la capitale ne sont guère possibles que dans deux cas, — lorsqu'il y a des nuages, et, lorsqu'il n'y en a pas ?

Le ciel, avec ou sans nuages, nous préserve de toute plaisanterie ! Elle serait à l'heure présente du goût le plus fâcheux ; et il faut féliciter les journaux parisiens de nous avoir fait grâce, cette fois, de leurs facéties coutumières sur la curiosité gouailleuse de la population. Celle-ci ne s'affole pas fort heureusement, et elle a bien raison de ne pas s'affoler, mais la supposer capable de ne pas prendre au sérieux le massacre de cinquante personnes serait lui faire une insupportable injure. Et prétendre qu'il la laisse indifférente serait lui prêter une impardonnable étourderie ou une odieuse insensibilité.

Mais que faire ? Comment rendre aux Boches la menue monnaie de leurs bombes ? Tout le monde réclame des représailles. Si le mot a un sens, je ne demande pas mieux que d'en demander aussi : mais quelles représailles ? Avec quoi ?

Notez que le communiqué d'avant-hier nous représentait justement les trente-huit obus jetés sur Fribourg-en-Brisgau comme une réplique au raid d'un zeppelin dans la région d'Épernay. Qu'est-ce qui empêche les Boches de considérer le bombardement de Paris comme une réponse au bombardement de Fribourg ? Et si, pour ne pas être en reste, nous envoyons vingt avions sur une de leurs villes, qu'est-ce qui les empêche d'envoyer en retour vingt zeppelins sur Paris ?

Espérons encore que ce sera le talent de M<sup>e</sup> Besnard. Justement, il se disposait à nous démontrer cette semaine que tout est merveilleusement prêt, tant pour la défensive que pour l'offensive aériennes ; il s'apprête aussi, comme va nous l'expliquer M. Ajalbert, à promener quelques journalistes en bateau.

Bornons-nous à souhaiter que les bombes de la dernière nuit ne dérangeront ni la démonstration, ni la promenade.

Gustave Téry

Le bombardement de Poperinghe

Hazebrouck, 30 janvier. — Poperinghe, comme Furnes et Nancy, se trouve à portée des canons allemands. Depuis le 30 octobre 1914, où, pour la première fois, un avion ennemi lança une bombe sans résultats, Poperinghe a été soumise à plusieurs bombardements en règle. Jusqu'au 31 décembre 1915, les aviateurs ont jeté 145 bombes.

Depuis le début de la guerre, 37 civils, dont 3 enfants et 16 femmes ont été tués. Vingt-sept immeubles ont été complètement détruits et vingt-quatre fortement endommagés.

Une invention d'actualité

Un monsieur me présenta, il y a quelque temps, les plans d'un appareil destiné à porter, selon lui, la guerre dans les airs aussi loin et aussi haut qu'on voudrait. Je passe les autres avantages. Je me défie énormément des inventeurs. D'autre part, quelque séduisante que paraisse l'idée qui m'a été soumise, je suis trop peu technicien en matière d'aérostation pour en affirmer la réalisation pratique.

Cependant j'y crois beaucoup, depuis que j'ai lu une lettre signée par un grand savant, — qui est aujourd'hui un ministre, — lettre qui date du 10 août 1915 et dont les termes sont très élogieux pour l'inventeur en question. Depuis cette époque, sur mon conseil, mon inventeur se promène de bureaux en bureaux ; on lui demande des notes, des rapports, et la question en est toujours au même point.

Certes, pour une découverte utile, on en présente mille qui sont invraisemblables. L'Etat qui, — comme chacun sait, — n'est pas gaspilleur, ne peut dépenser tous ses deniers dans des expériences.

Or, mon homme le comprend très bien. Aussi ne demande-t-il pas un centime. Il s'est procuré les capitaux nécessaires.

Il sollicite seulement l'autorisation de construire un appareil. Cette autorisation implique, en temps de guerre, la libre disposition d'un terrain et l'assurance que l'administration ne mettra pas l'embargo sur les matières premières réunies pour la construction.

Il demande encore, et cela semble juste, que si, après épreuve, l'appareil est réquisitionné, ses dépenses lui soient remboursées.

À la vérité, l'Etat ne réduira pas beaucoup ses ressources en s'interdisant de réquisitionner vingt tonnes de métal et quelques moteurs. Quant aux terrains disponibles, ils ne manquent pas.

Sans doute, ce qui paraît merveilleux en théorie peut être détestable en pratique.

Mais pourquoi refuser une expérience qui ne coûte rien ? Je ne vois pas ce qu'on peut y perdre, tandis que je vois très bien ce qu'on peut y gagner. Tenir l'air aussi loin et aussi longtemps qu'on le voudra : quelle réponse à la visite que Zeppelin nous a faite hier ! Et pour cela il suffirait d'un dossier tiré d'un carton et de la signature d'un ministre. Je crois le ministre prêt à signer, je ne sais si M. Lebureau est prêt à ouvrir le carton.

Général Verraux

Propos d'un grincheux

GLORIEUX ?

« Paris s'honore, écrit le Matin, d'inscrire une deuxième fois son nom auprès de ceux de toutes les cités françaises qui figurent au martyrologe glorieux. »

Vous me pardonnez de ne pas me hausser jusqu'à ce lyrisme. Si Paris s'honore du massacre impuni de cinquante citoyens, Paris n'est pas difficile. Pour moi, je déclare que je ne trouve ici ni honneur ni gloire. Et je ne trouve même pas de martyrs : je trouve des victimes, ce qui suffit à ma douleur.

L'honneur et la gloire, c'était de détruire le zeppelin. Nous n'avons pas pu ? Alors, pleurons, mais sans phrases.

Au fait, pourquoi n'avons-nous pas pu ? L'alarme a été donnée à 9 h. 20. A 9 h. 40, trente avions se sont élevés. Donc le système d'avertissement avait fonctionné excellemment.

Mais le système de destruction, non. Car, entre 9 h. 40, où ils ont pris leur vol, et dix heures, où le zeppelin a jeté les bombes, qu'ont fait nos avions ? Si j'en crois une note du Journal, cinq d'entre eux « ont rencontré le pirate ». Mais « un seul a pu l'approcher à cinquante mètres et livrer combat ».

Or, personne ne peut douter du courage de nos aviateurs. Alors qu'est-ce qui leur a manqué ? La vitesse ? L'armement ? Quoi ? Quelle chose qu'il faut chercher et découvrir. Et je vous en prie, ne parlons pas de la brume, favorable aux Allemands et défavorable aux Français.

Il est aisé de louer les morts. Mais s'il leur était permis de lever les paupières, quelle ironie ne lirions-nous pas dans leur regard figé !

Albert Savarus

Les Visites de Zeppelins

L'ALERTE DE CETTE NUIT

Sur le coup de dix heures moins un quart, hier soir encore, le Garde à vous des sapeurs-pompiers a retenti dans Paris. Mais ce ne fut qu'une alerte. On croyait même que c'était plutôt une expérience. Aussi l'animation des rues ne se trouva-t-elle que légèrement modifiée. Sur les boulevards, toujours autant de monde et dans les cafés plus encore, s'il est possible. Pendant que des automobiles étaient prises d'assaut pour Montmartre afin d'observer mieux, de la Butte, ce qui allait se passer, on procédait selon les rites à l'extinction des réverbères.

Personne ne vit autre chose que les lanternes et les phares des aviateurs du camp retranché, qui étaient à leur poste. C'est tout juste si on perçut le bruit d'une canonnade dans le lointain. Elle avait lieu assez loin de Paris, que les dirigeables ennemis n'ont pu atteindre avec la même facilité que la veille — ainsi que l'indique le communiqué officiel qu'on lira après ces deux dépêches :

30 janvier. — Deux zeppelins ont été aperçus, semblant se diriger vers Paris. — (Havas.)

30 janvier. — On annonce qu'une dizaine de bombes ont été lancées par des zeppelins sur une localité de Seine-et-Oise. — (Havas.)

Communiqué

Dans la soirée du 30, un dirigeable allemand s'est porté dans la direction de Paris, où il est arrivé un peu après 22 heures.

Canoné par nos batteries spéciales et attaqué par nos avions, il a lancé, avant de remonter vers le nord, sur une localité de Seine-et-Oise, un certain nombre de bombes qui, aux nouvelles parvenues jusqu'ici, n'ont occasionné aucun dégat.

Enfin, à onze heures, on annonça aux Parisiens qu'ils pouvaient dormir tranquilles. Et certains n'apprirent l'alerte qu'en sortant du théâtre, parce que les voitures étaient encore plus rares qu'à l'ordinaire.

LE BOMBARDEMENT DE SAMEDI

Ne revenons pas sur la physionomie de Paris pendant le bombardement, puisque nous avons dit hier la belle tenue de la population, qu'il convient à la fois de féliciter de son tranquille sang-froid et de blâmer de son imprudente curiosité. Nous avons mieux à dire à certains services — qui méritent simplement le blâme.

Mais commençons par établir le bilan de cette visite ennemie avant d'en faire grief à ceux qui n'ont pas su l'empêcher.

A combien se monte le total des victimes ? En attendant qu'on nous le fasse connaître officiellement, nous pouvons annoncer qu'il y avait hier vingt-cinq morts et vingt-sept blessés. C'est évidemment le premier raid des Allemands sur la capitale qui produise un tel résultat.

La consigne donnée par la censure étant de ne pas indiquer les endroits où sont tombés les projectiles pour éviter de donner des points de repère à l'ennemi, nous ne dirons pas ce que tout Paris sait, ce que les espions savent mieux encore, ce que l'Allemagne ne tardera pas à savoir si elle ne le sait déjà.

On a beaucoup visité les lieux où les bombes ont éclaté. Trop même. Ce fut un but de promenade et on y vint en foule. Les directeurs de spectacles, dont les salles étaient vides, s'en sont aperçus à la matinée. Le zeppelin a fait tort au cinéma. Cette curiosité excessive avait quelque chose de pénible. Des automobiles luxueuses et des taxis modestes amenèrent des étrangers, qui voulaient voir à tout prix, malgré les barrages d'agents, et des femmes qui parlaient fort, quand encore elles voulaient bien s'astreindre à ne pas faire montre de la satisfaction qu'elles éprouvaient à se promener dans un quartier populaire qu'elles pensaient ne jamais connaître.

Le gros de la foule, qui venait là comme à un pèlerinage, en a manifesté quelque surprise. On s'est également étonné du nombre considérable d'officiers qui venaient montrer à leurs femmes et à leurs amies les ruines sanglantes du quartier. Les agents, qui se

montraient volontiers arrogants envers les journalistes, s'inclinaient bien bas devant les galons de jeunes sous-lieutenants et d'autres officiers plus avancés en grade et en âge. On les trouvait partout. Dans les cours des immeubles effondrés, dans les chambres éventrées, ils expliquaient aux dames les résultats de l'explosion. Il y avait des médecins, des artistes, des cavaliers et des fantassins. Seule la cinquième arme n'était pas représentée.

Dès le matin, le Président de la République, accompagné du ministre de l'intérieur et du préfet de police, qui étaient déjà venus dans la nuit, se sont retrouvés dans les divers hôpitaux où les blessés sont hospitalisés. Ils y ont rencontré le maire, dont nous censurons nous-même le nom, plus prudents en cela que M. Gautier qui l'a laissé subsister dans les colonnes du Temps, alors qu'il faisait supprimer le numéro de l'arrondissement. Des secours ont été mis à la disposition de la mairie pour être distribués aux malheureux dont le logis a été détruit par l'explosion des bombes.

Les victimes — Les dégâts

C'est en compagnie de quelques députés de Paris, dont M. Lauche, qui avait assisté dans la nuit aux premiers secours, que nous avons visité les lieux sinistrés. Il est difficile de relater très explicitement cette visite, puisque les points de chute doivent être tenus ignorés. Contentons-nous de dire qu'un projectile est tombé au milieu de la chaussée d'un boulevard sous lequel passe le métro. Il y a creusé une excavation d'environ six mètres de diamètre, trouant le macadam, et est allé exploser sur la voie, deux minutes après le passage d'un train qui venait de quitter la station voisine, distante de cent mètres à peine.

Comme la ligne était impraticable, le sol éventré, couvert de débris de toutes sortes et les rails tordus, le chef de la gare voisine a fait arrêter la circulation des trains. Quand il obtint la communication téléphonique après une trop longue attente, les rails étaient déjà rouges et un court-circuit était sur le point de se déclarer. La marche des rames a pu être rétablie dès le lendemain, de même que celle des tramways et des voitures sur le boulevard, sans qu'aucun éboulement se soit produit.

De trois bombes qui sont tombées à deux cents mètres de distance, deux n'ont fait que des dégâts matériels plus ou moins importants. D'un côté, une excavation de dix mètres sur le sol en bordure du trottoir, un arbre déraciné, une vespasienne démolie et des vitres brisées avec quelques locataires blessés par les éclats ; de l'autre, un entonnoir assez large, des boutiques de cordonner, de coiffeur, de fruitier, d'herboriste dont les façades n'existent plus. Le troisième engin est venu s'abattre dans la cour d'un immeuble, heurtant le mur au deuxième étage, rebondissant du côté opposé contre une grande cheminée d'usine qui ne s'est pas écroulée, mais qui menace ruine.

Dans cette maison, les dégâts ne sont pas purement matériels. Au premier étage, un agent, M. François, a été tué et sa femme blessée au visage et à la jambe. A l'hôpital, on a constaté qu'elle avait eu les yeux brûlés. Au rez-de-chaussée, une femme qui était couchée avec son petit garçon, Mme Bouvier, a eu la jambe fracturée, tandis que son fils n'avait pas une égratignure. Dans les étages, c'est encore un septuagénaire, M. Byet, métreur, qui est mort sur le coup, et quatre autres locataires, qui ont été sérieusement blessés. Enfin, une personne, qui était déjà malade et qu'on a dû conduire à l'hôpital, est morte des suites de l'explosion. Il s'agit de M. Hautmelix.

Sur un très modeste pavillon, au rez-de-chaussée, au fond de la cour, dans une rue très pauvre, la foudre boche est tombée. Sept personnes se trouvaient réunies autour de la table pour fêter l'arrivée d'un des leurs, un zouave venu en permission, M. Petitjean. Quand le concierge de la maison, M. Charles Philipps, soldat au 231<sup>e</sup>, qui est lui-même en congé pour six jours, sortit de sa loge, après l'explosion, il ne trouva de la bâtisse qu'un amas de décombres. Sans attendre l'arrivée des pompiers, il dégagea les corps et fut assez heureux pour retirer de dessous une poutre qui écrasait le jeune Henri Petitjean, grièvement blessé aux jambes, et son frère André. Mais celui-ci, qui avait été transporté dans une pharmacie, faute de médecin, ne tarda pas à y succomber. Le petit Henri reste seul de la famille.

A quelques centaines de mètres de là, toute une aile d'un immeuble de six étages a été complètement détruite par une bombe. De la rue, on ne devine rien et, cependant, à l'intérieur, les débris qui encombraient la cour atteignent la hauteur de ce qui fut le premier étage. L'engin a commencé par crever le toit, puis il a traversé les étages, pour s'arrêter au troisième, où il a fait explosion. Les malheureux gens qui l'occupaient, M. et Mme Filamont, n'ont pas été retrouvés. Ont-ils été déchaquetés ou bien leurs cadavres sont-ils enfouis sous l'amas de gravats et de débris de toutes sortes qu'on n'a pas encore commencé à déblayer ? La maison, coupée en deux, laisse voir les petites cuisines avec leurs fourneaux toujours en place et leurs ustensiles accrochés au mur. Là, les victimes sont au nombre de dix. C'est Mme Léon, dont le mari, gardien de la paix, a échappé à la mort parce qu'il était de service la nuit. Leur fils, un bébé de onze mois, a été écrasé. Les parents de M. Léon, évacués depuis peu des Ardennes et réfugiés depuis cinq jours chez leurs enfants, ont été tués aussi. De même les époux Fillette et les enfants Nietche, 4 ans et 14 mois.

Toujours dans le même quartier, une bombe est venue choir dans la cour d'un hôtel de modeste apparence. Elle a ricoché et est descendue à la cave, où elle a fait explosion. L'hôtelier, M. Pierre, mobilisé, mais actuellement en permission, a été blessé légèrement, ainsi qu'une de ses locataires. Il n'en a pas été de même de Mme Demarguette, une blanchisseuse de 71 ans, qui est décédée.

### Les engins

C'est un peu partout le même spectacle lamentable, suivant que les bombes sont tombées plus ou moins malheureusement. Ici des entonnoirs, là des devantures arrachées. Partout des vitres brisées.

Il est difficile d'établir exactement combien de bombes ont été lancées. L'accord des témoignages paraît se faire sur le chiffre quatorze. Ce qui est certain, c'est que plusieurs projectiles n'ont pas éclaté ; au moins trois. Fichés en terre, ils ont été ou seront dégagés par les soins du Laboratoire municipal. On a pu voir ainsi l'étiquette placée sur ces engins : « Bombes de 32 : 63 kilos ». Ce ne sont pas des obus, mais des bombes chargées d'explosifs, spéciales pour l'aéronautique.

### Les noms des victimes

Le nombre des victimes dépasse cinquante. Il y a déjà vingt-six morts qui ont été reconnus, soit à la Morgue, soit à l'hôpital, et vingt-huit blessés. Voici la liste des victimes, établie d'après chaque bombardement :

- 1° Trois victimes : Mme Catherine Demarguette, 71 ans, tuée ; Théodore Balassé, 55 ans, Eugène Ruy, blessés.
- 2° Cinq victimes : Jules Butand, 55 ans, Jeanne Butand, 50 ans, Descamps, 48 ans, Charles Lanthoine et Mme Lanthoine, blessés.
- 3° Huit victimes : François, gardien de la paix, et Failliel, 71 ans, tués ; Mme Bouvier, 37 ans, Mme Parent, Pierre Ernoul, 23 ans, Mme François, Mme Gabrielle Mathis, 32 ans, Brumel, gardien de la paix, blessés.
- 4° Quatre victimes : Mme Ponce, Mme veuve Payen, Mme Marie Martin, Duresapt, blessés.
- 5° Huit victimes : Joseph Frichiti, 66 ans, Auguste Petitjean, 38 ans, Mme Petitjean, Mlle Petitjean, Mme Leriche, 34 ans, Raymond Leriche, 8 ans, Andrée Leriche, 18 mois, tués ; Henri Petitjean, blessé.
- 6° Sept victimes : Mme Chouckman et ses deux enfants, son frère et la femme de celui-ci, blessés ; Maurice Forest, 15 ans, et Mme Marie Chambault, 38 ans, blessés.
- 7° Dix victimes : M. et Mme Fillette, M. et Mme Filamont, les enfants Nietche, M. et Mme Léon et l'enfant.
- 8° Trois victimes : M. Bidault, sous-brigadier de gardiens de la paix, Mme Prêteux, tués ; Mme Bidault, blessée.
- 9° Trois victimes : M. et Mme Tédé, tués ; Mme Juliette Lorillon, blessée.
- 10° Trois victimes : M. Jean Dagonier, Mme Godefroy, tués ; M. Dagonier, blessé.

Le bureau du Conseil municipal a décidé que les funérailles des victimes auraient lieu aux frais de la ville de Paris.

### Pour ceux qui nous gardent

Nous tenons maintenant à faire ces deux remarques :

- 1° C'est à 9 h. 20 que le passage du zeppelin a été signalé à la Ferté-Milon, et c'est seulement à 10 h. 5 que les pompiers commencèrent à parcourir les rues. Si bien qu'ils prévenaient les gens du danger après qu'ils l'avaient déjà couru. Tout le monde nous l'a confirmé dans les divers quartiers de Paris et surtout dans celui qui fut victime du zeppelin. Ce n'est que trois minutes après les explosions successives que les pompiers sont passés. Pourquoi avaient-ils tant attendu à la préfecture de police pour transmettre les ordres donnés par le gouvernement militaire puisque à Neuilly, ainsi que nous l'avons annoncé hier, l'avertissement a été lancé à 9 heures 40. Ce retard est d'autant plus regrettable qu'il est permis de croire que les braves gens qui sont morts n'auraient pas été atteints par les bombes, puisque celles-ci, sauf une, n'ont pas fait explosion dans les caves.
- 2° Bien des personnes également se plaignent de n'avoir point entendu les appels des pompiers : ils n'ont évidemment pas le temps de parcourir toutes les rues et le son des clairons ne parvient pas jusqu'à l'intérieur des maisons. Pourquoi n'emploierait-on pas un autre moyen, plus pratique : sonner le tocsin, par exemple. Il y a à Paris des

églises dans tous les quartiers, et il suffirait aux postes de police de posséder une clef du clocher pour qu'à la moindre alerte des agents aillent sonner les cloches. Le bourdon de Notre-Dame et la Savoyarde, pour n'en pas nommer d'autres, feraient autrement de bruit que les trompettes des pompiers. On les perçoit très bien le jour dans le brouhaha de la rue, à plus forte raison dans le calme de la nuit.

Cette idée aura-t-elle l'heur de plaire aux responsables de notre sécurité ?

### POUR LES VICTIMES DU BOMBARDEMENT

Le bureau du Conseil municipal s'est réuni d'urgence, hier, sous la présidence de M. Adrien Mithouard. Un crédit de vingt mille francs a été ouvert pour venir en aide aux familles éprouvées par le bombardement. Une concession au Père-Lachaise sera consacrée à la sépulture des victimes. Le bureau a décidé ensuite de demander que la population soit prévenue à l'avenir dès la première alerte.

### Le lendemain...

## L'INVITATION AU VOYAGE

« Dans l'intention d'offrir à la presse les moyens de se renseigner par elle-même sur l'œuvre qui s'accomplit actuellement dans les divers domaines de l'aéronautique militaire, de la guerre, de la Commission de la presse, de la Chambre syndicale des industries aéronautiques et du Grand Quartier Général, une série de trois visites :

- 1° Visite des usines de moteurs et appareils groupés dans la banlieue ouest de Paris. — 31 janvier ;
  - 2° Visite de l'école d'aviation de Chartres. — 1<sup>er</sup> février ;
  - 3° Visite des formations aéronautiques de Clermont-sur-Oise. — 2 février.
- « MM. les directeurs empêchés peuvent déléguer un collaborateur. »

Sage précaution ! En effet, je ne vois pas bien M. Arthur Meyer, M. Hervé, M. Capus, M. Bailly, M. Berthoulat, — je ne parle pas des directeurs de journaux parlementaires, — errant, trois jours, des fortifs à la Beauce, dans quel but ?

En même temps, le Groupe d'Aviation du Sénat a adopté un projet concurrent de « visites à divers centres d'aviation, à des usines d'avions et de moteurs ».

Notre directeur a bien voulu me transmettre la gracieuse proposition ; je l'en remercie beaucoup, mais je n'en profiterai pas. Nos lecteurs ont peut-être remarqué que l'Œuvre n'a pas attendu jusqu'en février 1916 pour les renseigner par elle-même. Je doute — sans modestie — que, même sous les auspices du ministère, de la guerre, du sous-secrétariat de l'aéronautique, du Grand Quartier Général, et de M. Girod, on puisse, dans les trois séances de lundi à mercredi, acquérir les notions les plus élémentaires pour juger de l'œuvre qui s'accomplit, etc., etc.

Vraiment, ce serait trop facile... On veut bien m'accorder que ma documentation est assez nombreuse et profonde, mais c'est qu'elle n'est pas improvisée ! Ça vient de loin, d'un demi-siècle, et, — pourquoi me rajouter ? — même d'avantage, de cinquante-trois ans ! La banlieue ouest ? J'y suis né. Sur mon bureau sont des biscuits de 1870, ramassés par moi dans les terrains vagues de Clichy-Levallois, qui comptait quelques centaines d'habitants, des centaines de mille aujourd'hui. Comme industries, il n'y avait guère que des parfumeries, avec des sorties d'atelier que jetaient sur ces humbles paysages des traînées de fraîche jeunesse et d'odeurs que je n'ai plus retrouvées que vingt ans après, aux forêts de l'Extrême-Asie. Sur ces cheminées d'usines, j'ai fait mes premiers — mes derniers — vers, alors que Raffaëlli, d'une manière originale et définitive, dégageait et fixait sur ses toiles tout le caractère et toute la poésie des environs pauvres de la grande ville. La destinée m'a ramené dans ces parages populeux, où le cyclisme, l'automobilisme, l'aviation, successivement, se sont installés. Ainsi, par ce voisinage incessant, je me suis familiarisé, depuis des années, avec le constructeur, le mécanicien, l'ouvrier, les gueules noires, les mains huileuses d'un monde nouveau, en regardant les gentilles parfumeuses d'autan ! J'en ai plus appris, sur la plate-forme d'un tramway de Putteux, probablement, qu'en des années de bureau tel officier qui aura chargé tout à l'heure d'instruire la caravane des « journalistes » ou des sénateurs.

Excusez le couplet. Ce n'est pas une vaine divagation. La longue incandescence ne m'a pas fait perdre de vue mon sujet. Je répète que les « informateurs » mobilisés et automobilisés ne peuvent fournir qu'une besogne pitoyable, inutile. On va les mettre en face de moteurs ? Et puis ? Ils proclameront que nos fabricants fabriquent des moteurs : maîtrise de l'air ! maîtrise de l'air ! Et l'on opposera cette bonne presse aux écrivains, aux spécialistes du Parlement qui savent toutes les lenteurs, toutes les tares administratives, toutes les erreurs et toutes les fautes à la veille de devenir irréparables, et qui tremblent...

Non, non, il ne s'agit pas de critique systématique. Et ne comprendra-t-on pas notre fièvre et nos angoisses devant ce gaspillage de temps et de forces qui pourraient être mieux employés au service de la défense nationale ? Ce n'est pas le moment des promenades foraines et des randonnées extra-muros. Il est puéril d'estimer qu'un optimisme de commande va rassurer l'opinion. Les faits sont là, que ne peut supprimer la censure, dans les Communiqués ; les Allemands survolent sans trêve Dunkerque, Belfort, Nancy, poussent jusqu'à Epernay... et Paris.

En représailles, nous sommes allés sur Fribourg. Très bien, mais, au lieu de représailles sur Fribourg, les Dunkerquois, les Belfortains et les Nancéens et même les Parisiens préféreraient, sans doute, qu'on les défendit contre l'invasion aérienne.

La presse à travers les usines de moteurs ? Après tout, cela distraira, une minute, nos admirables ouvriers de leur délicat et rude besogne. Ils ont chance d'augmenter leur répertoire d'anecdotes phénoménales. Du moins les « délégués » des journaux auront-ils une excuse, dont manquent tant de chefs dits techniques qui le sont moins que vous et moi, et à qui l'on refuse le moyen de le devenir.

Par exemple, aux officiers qui établissent les conditions des marchés il est interdit de se rendre aux usines ; ils doivent déterminer les clauses techniques de construction et de réception, en ignorant tout du matériel à commander et à acheter.

Nos camarades des salles de rédaction en sauront presque autant que l'officier classé chef des moteurs à Chalais-Charenton ; il était expert-chimiste dans le civil ; il n'avait jamais vu un moteur ; il l'a dit ; il lui a été répondu que cela n'avait aucune importance...

Jean Ajalbert

## Hors d'Œuvre

### La foi du charbonnier

Avez-vous eu l'occasion, au commencement de cet hiver que les prophètes annonçaient comme si rude, d'entrer en rapports avec un négociant en charbons ?

Si oui, je vous plains ; car vous avez pu constater que charbonnier était maître chez nous.

On a chanté à Montmartre une soie qui donnait une assez juste idée de la situation :

Avant besoin de charbon,  
J'étais chez le marchand d'charbon  
Pour acheter du charbon.  
« M'sieur, excusez mon audace,  
Mais mettez-vous à ma place :  
Je voudrais bien du charbon,  
Du charbon, du charbon ! »

Le marchand de charbon, stupéfait du toupet de ce client qui ose venir chercher du charbon chez un marchand de charbon, appelle son commis pour lui faire voir le phénomène :

Viens voir, eh, Polyte,  
Un type qui veut du charbon,  
Du charbon, du charbon !

Et il finit par céder, moyennant une provision de 500 francs, un sac d'antracite livrable en juillet à Southampton.

C'était assez ça.

Les marchands de charbon nous juraient que leurs caves étaient vides, puis consentaient, par faveur spéciale, à nous vendre leur marchandise au poids de l'or.

Mais voici que nous prenons notre revanche ; et c'est notre tour de rire.

Le printemps précocement s'annonce sans que l'hiver soit venu, le rude hiver espéré par les marchands de charbon.

Les charbonniers, inquiets, commencent aujourd'hui à relancer à domicile les clients qui, au mois d'octobre, se roulaient à leurs pieds... Ils veulent à toute force vendre leurs stocks ; vous savez bien, ces stocks qu'ils n'avaient pas dans leurs caves, ce charbon que, néanmoins, ils vendaient au poids de l'or, et qu'ils s'attendaient à voir changer en diamant.

C'est ainsi que le caprice des saisons déjoue, parfois, non seulement les prévisions des météorologistes, mais les calculs des accapareurs.

ZETTE

### Une batterie dévorée par les rats

Les poilus de la 2<sup>e</sup> batterie du 30<sup>e</sup> d'artillerie (secteur 9) se plaignent d'être dévorés par les rats.

Ils demandent un chien ratier aux lecteurs de l'Œuvre. Mais les lecteurs de l'Œuvre sont très embarrassés pour envoyer un chien ratier au secteur 9. Car les chiens ratiers ne sont pas compris dans la nomenclature des objets acceptés par le bureau de la rue du Bouloi.

### Récompense

Un soldat amputé de la jambe gauche et hospitalisé à la Salpêtrière vient d'être puni de huit jours de prison pour un léger manquement à la discipline.

Ce mutilé habite Paris ; il est marié. A l'occasion d'une réunion de famille, il s'est passé d'une permission qu'on lui avait refusé et est rentré à l'hôpital avec quelques heures de retard.

La discipline est indispensable pour les soldats. Mais un amputé peut-il être encore considéré comme un soldat, puisqu'il est désormais incapable de porter les armes ? Il est déjà étrange qu'il soit obligé de demander une permission pour passer quelques heures dans sa famille. Il est scandaleux qu'on lui inflige une punition de prison pour un fait qui ne porte atteinte ni à l'ordre public, ni

aux personnes, ni à la propriété... Il est révoltant qu'on n'ait aucun égard pour son infirmité, aucune reconnaissance pour les services qu'il a rendus au pays.

Nous sommes les éternels débiteurs de ceux qui se sont sacrifiés pour nous. C'est parfois en une singulière monnaie que nous leur payons leur sacrifice.

### Mandats pour Salonique

Une de nos lectrices, ayant envoyé le 16 novembre un mandat de 30 francs à son frère qui fait partie du corps expéditionnaire de Salonique, apprit que le destinataire n'avait encore rien reçu à la date du 2 janvier.

Elle adressa une réclamation à l'administration compétente et reçut cette réponse, datée du 26 :

« J'ai l'honneur de vous informer que, les titres de cette nature étant payables dans tous les bureaux de poste, l'administration ne pourra pas connaître avant un délai de sept mois au moins, à partir de la date du dépôt, si le mandat que vous réclamez a ou n'a pas été payé.

« Ce n'est qu'à l'expiration de ce délai que ce mandat pourra être remplacé, s'il y a lieu, par une autorisation de paiement. »

Sept mois au moins pour savoir si un mandat a ou n'a pas été payé... On prétendait pourtant qu'avant la guerre, l'administration des P.T.T. disposait de moyens d'information rapides, tels que le télégraphe et le téléphone.

### Mathématiques et censure

Le journal catholique *Le Pèlerin* publiait l'autre jour un article sur « Les Jésuites à l'armée ».

Voici comment se comporte l'article après les échoppages pratiqués par la censure :

« Au 1<sup>er</sup> décembre 1915, sur mobilisés, la Compagnie de Jésus avait déjà plus de 150 membres hors de combat, soit près de 25 0/0 de ses mobilisés, et plus de 60 morts, soit 0/0. »

Il s'agit de savoir : 1<sup>o</sup> le chiffre des jésuites mobilisés ; 2<sup>o</sup> la proportion des jésuites tués.

C'est un petit problème facile pour les candidats au certificat d'études primaires.

### Vigilance

Lorsque les zeppelins arrivèrent sur Paris et que l'alarme eut été donnée aux Parisiens, M. René Besnard, sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique, comprit qu'il fallait faire quelque chose.

Il allait, enfin, pouvoir agir, se dévouer, montrer sa compétence dans le domaine aérien.

Alors (lisez les journaux), « M. René Besnard se rendit en automobile au Bourget, pour se rendre compte par lui-même que toutes les précautions avaient été prises ».

Toutes les précautions contre quoi ? Evidemment contre la venue des zeppelins à Paris.

A l'heure où M. René Besnard roulait vers le Bourget, on retirait des décombres les premières victimes...

Cependant, au Bourget, un certain nombre d'avions (la censure ne nous autoriserait pas à dire le chiffre) étaient partis à la chasse aux zeppelins, dès que leur arrivée avait été signalée.

Un des chasseurs rentra vers deux heures du matin ; c'était un de nos lieutenants aviateurs les plus réputés pour leur hardiesse.

On lui annonça que M. René Besnard était venu en son absence.

— Ouf !... Je l'ai échappé belle ! fit-il avec un soupir de soulagement.

Et il félicita ceux de ses camarades qui, héroïquement, avaient essayé pendant deux heures les questions saugrenues du sous-secrétaire d'Etat à l'aéronautique.

### Publicité

Les Allemands ont une bonne presse en Australie. L'Association des employés australiens a fait apposer partout cette affiche :

### SOUVIENS-TOI

de Louvain, de Reims, d'Ypres, de leurs crimes, de leurs vols, des gaz empoisonnés, des incendies, des puits empoisonnés, des prisonniers mourant de faim, du *Palaba*, du *Lusitania*, etc., etc.

### PAS DE COMMANDES

Chassons les Allemands, les agents allemands, les représentants des maisons allemandes, les marchandises allemandes.

### UNE POLITIQUE NATIONALE

Dans ce pays les Allemands ne doivent pas avoir le droit de voter. — Aucun Allemand, naturalisé ou autre, ne sera éligible pendant la durée de la guerre. — Aucun individu d'origine allemande ne pourra être nommé magistrat. — Aucune maison allemande ne sera autorisée pendant ou après la guerre à déguiser sa nationalité.

De lourdes taxes seront imposées pendant dix ans sur tous les produits allemands.

Voilà un excellent programme, qu'il ne sera pas inutile d'afficher en France après la guerre.

Car nous avons cette qualité, ou ce défaut, de ne pas avoir de rancune et de pratiquer très facilement le pardon des offenses.

## LE BLOCUS DE L'HUILE

L'Allemagne ne manquera ni de blé ni de pommes de terre, c'est possible. Elle a trouvé le moyen de remplacer le coton, et peut à la rigueur se passer de caoutchouc. Mais je la défie de se passer d'huile.

De l'huile, il lui en faut à torrents pour lubrifier les rouages et les pistons de ses usines. Sans huile, la machinerie de l'immense horloge de guerre s'arrêterait. Or, elle va manquer d'huile, car nous l'en priverons ! C'est sur l'huile que l'Angleterre va faire porter toute la charge du rationnement qu'elle a décidé d'imposer aux Etats scandinaves et hollandais, pour leur bien.

Au fond, la Hollande et les pays scandinaves ne sont pas si mauvais que de vouloir s'enrichir indéfiniment par le carnage du reste de l'humanité. Ainsi, le Danemark ! On avait dit beaucoup de mal du Danemark. Or, un recensement plus attentif des maisons de Copenhague qui pratiquent le ravitaillement continu des Boches a montré que ces maisons n'ont de danois que la façade. En réalité, des maisons allemandes, plus ou moins naturalisées, la comme à Londres et à Anvers, avaient accaparé le transit elles continuent...

Aussi le gouvernement danois, comme le hollandais et le norvégien, ont-ils accepté de bon gré le rationnement anglais, basé sur le chiffre d'importation de leurs années normales. Seule, la Suède a fait la mauvaise tête.

Seule, elle prétend continuer à absorber de l'huile, et dégorger cette huile sur les Boches. Arriverons-nous à lui faire entendre raison ? Nous ne voudrions faire à la Suède nulle violence, même légère, car la Suède a une grande amie parmi les Alliés, et cette amie — ô rencontre inattendue ! — est la Russie.

Oui, la Russie tient à mettre beaucoup de sentiment dans ses relations avec la Suède, pour adoucir les causes de friction qui existent entre elles deux, du côté ultra-sensible de la Finlande. Toute l'huile que l'Angleterre ne veut pas donner à la Suède, la Russie l'emploierait volontiers à humecter ses surfaces de contact avec l'irritable et ombreuse monarchie de Stockholm. Et c'est sur la prière expresse de la Russie que les négociations avec la Suède traînent en longueur.

Il faut pourtant en finir ! Cette huile, que la Suède laisse filer sur la mer de sang qui baigne aujourd'hui tout le milieu de l'Europe n'est pas l'huile qui calme la tempête. Au contraire ! Elle entretient le jeu des cylindres de l'usine de guerre qui fonctionne désormais au cœur de l'Allemagne avec la stupidité mécanique d'une machine à tuer les porcs dans un abattoir de Chicago, et sans avoir, comme celle-ci, l'excuse de faire du boudin !

Le bon poète Villon parle d'un enfer « où damnés sont boullus ». Si j'étais les Suédois, peuple pieux, je verrais dans mes cauchemars des ctives d'huile bouillante préparées pour l'expiation des pêcheurs qui versèrent cette huile, sur terre, aux bourreaux de la malheureuse humanité. Et je rêverais que je suis damné.

Il faut épargner cette cruelle expiation aux Suédois, en faisant leur salut malgré eux.

Maurice de Waleffe

## Les Communiqués

15 heures.

Les Allemands ont prononcé hier soit une attaque sur nos positions au sud de la Somme, au sud de Dompièrre. Par deux fois, l'infanterie ennemie a été rejetée dans ses tranchées par nos tirs de barrage et notre fusillade.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

[Dompièrre se trouve à 5 kilomètres au sud de Frise.]

23 heures.

En Artois, au sud du chemin de Neuville à la Folie, nous avons fait exploser une mine qui a bouleversé les galeries de l'ennemi.

Notre artillerie a exécuté des tirs de destruction sur le centre de ravitaillement de Sallaumines (sud-est de Lens) et sur des parcs et bivouacs allemands au nord de Vimy.

Entre Somme et Oise, nos batteries ont pris sous leur feu des troupes en mouvement dans la région de Beauvraignes et une colonne d'infanterie sur la route de Laucourt à Roye.

Au nord de l'Aisne, en face de Souilly, nous avons détruit par notre tir un ouvrage allemand dont la garnison a été anéantie.

A l'est de Reims, tirs efficaces de nos canons de tranchées sur les organisations adverses de Gernay.

En Alsace, bombardement des positions ennemies d'Aspach, au nord d'Altkirch.

# "L'Œuvre" Militaire

## Les vrais embusqués

En dépit de toutes les protestations des intéressés et de la presse, en dépit de l'esprit de la loi Dalbiez, très nettement opposé aux visites périodiques instaurées dans toute la France, on continue la chasse à l'auxiliaire, farouche, méthodique, serrée. En dépit d'une incapacité physique reconnue et confirmée et que l'âge n'a fait qu'aggraver, on s'apprêterait, paraît-il, à rappeler les vieilles classes d'auxiliaires : l'administration militaire brûle du désir de rappeler les classes 1888 et 1887 — 48 et 49 ans ! — et d'obtenir du Parlement le renvoi devant les commissions de réforme des réformés numéro 2 définitifs, qui ont tous déjà subi au moins deux visites, si ce n'est trois ou quatre, ou même plus ! Et pendant ce temps, dans l'intérieur de la zone des armées ou de l'arrière, les vrais embusqués se promènent, ceux qui soustraient aux dangers du front leur simple désir de les éviter, et non leur état de santé.

Ceux-là, d'ailleurs, n'ont pas à se cacher. Ils se sont mis à l'abri dans des emplois de tout repos, des emplois militaires licites et réguliers, grâce auxquels ils continuent paisiblement leur train-train et leur petite bonne femme de vie, si ce n'est même leurs petites affaires, qui deviennent de plus en plus prospères, tandis que s'est installée, parfois, la ruine au foyer de ceux qui sont là-haut !

Le ministre de la guerre, mû par un désir de débarrasser qui est digne d'un meilleur sort, a prescrit à cet effet des inspections périodiques : il les a confiées à des chefs auxquels leur indépendance et leur autorité auraient dû assurer un plein succès. Ces chefs se sont heurtés à l'habileté des intéressés, parfois même à la complicité tacite et passive de supérieurs qui envisageaient avec regret le départ possible de collaborateurs qu'ils considéraient comme utiles... pour eux. De telle sorte que les inspections en question n'ont pas atteint à beaucoup près, les résultats qu'on en attendait. Les embusqués continuent à se prélasser dans leur emploi, en beaucoup de villes ou de dépôts de province. Si vous voulez récupérer des hommes pour les formations qui combattent, c'est là qu'il faut les aller chercher, et non parmi les malades ou parmi ceux qui ont déjà franchi le seuil de la vieillesse. Qu'on remplace donc la chasse à l'auxiliaire et au réformé par la chasse à l'embusqué du service armé ! Seulement celle-ci est plus difficile ; elle ne peut s'organiser sur une simple circulaire : pour la réussir, il faut de l'ordre, de la méthode, de l'habileté et de la ténacité.

Remarque que cette épuration des embusqués du front et de l'arrière, les combattants eux-mêmes la réclament. Ils manifestent même quelque indignation qu'on n'y ait point encore procédé, comme en témoigne cette lettre d'un officier supérieur, médecin à quatre galons, que je trouve dans mon courrier, et qui exprime ce que chaque homme, au front, pense tout bas :

« Voulez-vous me permettre d'ajouter à votre dossier quelques faits qui vous montreront qu'en Bretagne tout au moins, embusqués et embusqués semblaient peu émus des mauvais sentiments que le général Gallieni professe à leur endroit ?

« Médecin, territorial de la classe 1890, père de cinq enfants, je suis sur le front depuis le début de la guerre. J'ai été assez naïf, à certain moment, pour escompter une relève qui, dans notre corps d'armée, n'a pas encore eu un commencement d'exécution. J'en ai pris mon parti et, du moment qu'il s'agit de servir la France, je resterai à mon poste jusqu'au bout. Mais j'arrive de permission, et j'en reviens écouré, regretant presque d'y être allé. Je doute que le spectacle de ce qui se passe dans la région d'où je viens soit de nature à remonter le moral des combattants permissionnaires !

« A S.-Q.-P. (Côtes-du-Nord) existe un bataillon de dépôt. Or, comment se fait-il que des hommes de la localité aient réussi à s'y faire mobiliser sur place, restant, par conséquent, chez eux, et n'ayant jamais paru sur le front ? Prenant au hasard, je vois l'un d'eux, propriétaire d'hôtel, jeune et solide, qui fait marcher ses affaires tout en portant un képi de sergent, et se vantant d'avoir pu se faire reconnaître inapte à faire campagne pour de prétendus rhumatismes qu'il n'a jamais eus ! — Un autre, entrepreneur, portait jadis un képi de caporal, qu'il a fini par troquer contre une casquette, tout en étant mobilisé. Il fait marcher son industrie tout tranquillement, et je crois qu'il sait, le cas échéant, utiliser à bon escient la main-d'œuvre militaire ! Et il y en a bien d'autres ! (J'apprends en dernière heure que ledit entrepreneur vient d'être réformé.)

« Dans la même localité, je vois un médecin, le docteur L..., 45 ans (nous avons, au front, des confrères territoriaux de 48, 50 et même 60 ans), de constitution solide, de santé florissante, qui aurait dû être mobilisé depuis longtemps, et qui, resté chez lui sans être

inquiété, profite de la guerre pour faire de la clientèle à outrance. Et, pendant ce temps, sur le front, on est obligé de nommer médecins auxiliaires dans les bataillons des étudiants à quatre inscriptions, et même des pharmaciens auxiliaires, à qui l'on va confier la santé, la vie souvent, de nos poilus, qui vont se trouver ainsi, vraiment, dans les mains des infidèles.

« Le futur gendre du médecin dont je viens de parler est lui-même solidement embusqué dans la région, sans doute aussi pour myopie.

« Je vois encore à S.-B. (Côtes-du-Nord), un chirurgien resté tranquillement chez lui, quoique jeune et célibataire. Trop faible, sans doute, pour soigner des militaires, il est assez fort pour assurer une grosse clientèle civile qui lui rapporte davantage.

« Que dire encore de certains médecins de l'active qui, depuis le début, se prélassent dans les zones paisibles de l'arrière ? Entre autres, comment se fait-il que le docteur Le B..., médecin de l'active à quatre galons, jeune et solide, après avoir passé six ou huit mois à L... (Côtes-du-Nord), n'en soit parti que pour aller à R... (Finistère), où il est toujours ? Comment se fait-il que le docteur H..., plus jeune encore, trois galons, également de l'active, qui s'est fait évacuer de la zone des armées en septembre 1914, soit toujours à D... (Côtes-du-Nord) ? Ou sa prétendue entérite est guérie, ou elle ne l'est pas. Si elle est incurable, qu'on le réforme ! Sinon, qu'il prenne sa place au front ; beaucoup de médecins qui y sont ont des entérites plus graves et ne se font pas évacuer pour ça !

« Le poiti permissionnaire revient dégoûté d'avoir vu les cohortes nombreuses d'embusqués qui, restant sur place, s'enrichissent pendant la guerre, pendant que lui, toujours menacé de la blessure mortelle, laisse parfois dans la misère sa femme et ses enfants. Et ce qu'il y a de plus écorçant encore, c'est que, s'il vient à être tué, tous ces gens, comme oraison funèbre, disent simplement : « Si, comme nous, il avait voulu se tirer des pattes, ça ne lui serait pas arrivé ! »

Celui qui exprime ces plaintes est médecin. Il nous parle donc surtout des médecins. Si je ne craignais d'abuser de l'attention des lecteurs, et du ministre, qui lira certainement ces lignes, je pourrais publier beaucoup d'autres lettres, envisageant d'autres situations et aboutissant aux mêmes conclusions.

Et le résultat de cet exposé, dont il ne tient qu'à l'autorité militaire de vérifier l'exactitude, si elle veut s'en donner la peine, est celui que j'indiquais un peu plus haut : si on a besoin d'hommes, qu'on les cherche dans les formations de l'arrière, on y trouvera des « costauds » auxquels il ne manque qu'une chose pour faire d'excellents combattants au front : l'envie d'y aller !.

Georges Stillney

## Héroïsme tarifé

L'article premier du décret du 15 novembre 1915 dit que « les agents des services extérieurs de l'administration des Douanes (bureaux et brigades) cités à l'ordre de l'armée bénéficieront, lors de leur prochain avancement de classe ou de grade, d'une rétroactivité d'ancienneté d'un an avec rappel de solde ».

La lettre suivante, adressée par le Directeur Général des Douanes à ses subordonnés montre comment on interprète ce texte dans l'administration :

Paris, le 10 janvier 1916.

Le conseiller d'Etat Directeur Général à Monsieur le Directeur de...

La question s'est posée de savoir, pour l'application des dispositions de l'article premier du décret du 15 novembre 1915, transmis au service par la circulaire numéro 4735, si la croix de guerre avec palme équivaut à une citation à l'ordre de l'armée lorsqu'elle est attribuée en même temps que la Légion d'honneur ou la médaille militaire.

Consulté à ce sujet, le département de la Guerre vient de me faire connaître que « la simple attribution de la croix de guerre jointe à une décoration reste distincte de la citation à l'ordre de l'armée proprement dite qui, seule, confère une annuité au point de vue de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire » et que la question posée doit, dès lors, « être résolue par la négative ».

Par analogie de ces dispositions, les citations à l'ordre de l'armée confèrent seules le droit au rappel d'ancienneté et de solde prévu par le texte précité.

Au point de vue militaire, la réponse du département de la Guerre s'explique : la citation à l'ordre de l'armée ne constituant qu'un titre de plus à l'obtention de la Légion d'honneur, il est superflu de lui assimiler la croix de guerre lorsqu'elle est jointe à une croix de la Légion d'honneur déjà acquise.

Mais par quelle aberration les hauts fonctionnaires qui dirigent l'administration des Douanes ont-ils pu trouver une analogie entre cette interprétation de la Guerre et la situation des agents des Douanes qui, par leur héroïsme, ont obtenu, pour faits de guerre, la croix de la Légion d'honneur et la médaille militaire avec croix de guerre.

Ainsi donc, pour M. Lebeureu, un agent des Douanes décoré de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire sur le champ de bataille est moins méritant que celui qui n'a été l'objet que d'une simple citation. Il ne pourra pas bénéficier d'un rappel d'ancienneté et se trouvera dans les mêmes conditions que l'heureux Lebeureu qui, lui, n'a pas quitté ses cartons verts.

Conclusion effarante : le devoir bien compris de l'agent des Douanes en face de l'ennemi devient singulièrement difficile ; il lui faut soigneusement doser son enthousiasme et son courage et n'accomplir que les actes qui lui vaudront la citation et un rappel d'ancienneté, mais en évitant soigneusement l'héroïsme intempestif qui pourrait lui valoir la croix de la Légion d'honneur ou la médaille militaire, dont M. Lebeureu ne reconnaît la valeur que lorsqu'elles lui sont accordées pour quinze années de services pacifiques dans une caserne ou pour quelques années de présence dans les locaux de l'administration centrale.

Nous voulons croire que M. le ministre des finances voudra rappeler à M. le Conseiller d'Etat Directeur Général des Douanes que les « tarifs » ont leur utilité dans les entrepôts des Douanes, mais qu'ils ne sauraient s'appliquer à l'héroïsme de nos braves douaniers.

UN DOUANIER.

## Les secours aux familles de militaires

Jusqu'à ce jour, les familles de militaires disparus se trouvaient dans une situation particulièrement navrante : leur soutien ne pouvait être considéré comme mort, et aucune pension, aucune allocation autre que des secours de charité, subordonnés à la bienveillance de l'autorité, ne pouvaient être accordées. Depuis le 26 janvier, cette situation se trouve heureusement modifiée.

Par un décret portant cette date, le ministre de la Guerre a décidé que, six mois après la disparition, la famille sera en droit d'adresser une demande de secours au général commandant la subdivision de région de son domicile. Sur la production d'une copie, certifiée conforme, de l'avis officiel de disparition, le secours immédiat, prévu par la circulaire du 17 février 1915 pour les familles de militaires décédés, devra être accordé. Ces secours immédiats varient de 150 à 800 francs.

## RÉPONSES

S. R. 21. — Tout homme réformé n° 2 doit passer la visite trois mois après sa réforme. S'il est maintenu, sa situation est définitive. La femme peut conserver l'allocation tant que le mari n'a pas retrouvé de travail. Les réformés n° 2 peuvent obtenir soit des secours, soit des gratifications renouvelables.

A. E. D. — Il faut vous adresser au recrutement central de la Seine, rue Saint-Dominique.

Robert S., candidat aspirant d'artillerie. — Si vous vous jugez lésé, votre seule ressource est la réclamation par la voie hiérarchique.

Cuvier 21. — Les mutations ne se font qu'à l'intérieur des régions.

Patrouilleau. — Demandez au médecin s'il est possible de faire coïncider l'heure du traitement avec le moment où votre travail vous laisse libre.

Lecteur assidu 90. — Vous avez une visite à passer trois mois après votre réforme. Si celle-ci est maintenue, ce sera définitif.

E. J. C. 158. — On doit toujours répondre à un ordre de convocation, sous peine d'être classé comme insoumis ; vous avez été pris au conseil de Bordeaux comme bon absent. Il semble bien tard pour faire rectifier cette décision.

Marguerite. — Un brancardier rapatrié d'Allemagne ne peut être affecté qu'à un emploi couvert par la Croix de Genève. Mais il peut, dans ces conditions, être envoyé au front, comme brancardier régimentaire ou divisionnaire, notamment.

J. B. — Les pères de cinq enfants sont affectés de droit à la plus jeune classe de l'armée territoriale. D'après la circulaire ministérielle du 5 novembre dernier, ils ne peuvent plus être envoyés en renfort que dans les formations de l'arrière. Vous avez le droit de l'invoquer dans une réclamation.

Auguste Caylus. — Les permissions accordées aux militaires du front à titre exceptionnel (déchus ou malades graves de parents proches) ne les empêchent pas de bénéficier de la permission réglementaire de six jours. (Réponse du ministre n° 5078 du 22 octobre 1915.)

Armand Péridier. — Les ministres ont toujours déclaré que les candidats au grade d'officier d'administration devaient être aptes au service armé.

E. P. 1894. — Non, seulement ceux qui sont dégagés par leur âge.

G. V. — Oui, mais ce n'est pas un droit. Télé-Ca. — Oui, il a le droit.

## Les idées qui passent...

### Le gouvernement, le contrôle et l'armée

M. Clémenteau (*l'Homme enchaîné*) s'en prend au commandement militaire. Depuis quelque temps, il y faisait allusion. Aujourd'hui, l'attaque se précise. Hélas ! est-elle opportune ?

M. Briand, depuis Bordeaux, est si fort occupé à nous maintenir dans la bonne tenue morale, dont sa vie politique nous offre d'éclatants exemples, qu'il en a oublié les premiers éléments de cette même tenue morale dans son gouvernement. Comment ! après dix-huit mois de guerre, on s'aperçoit que nos ministres n'ont négligé qu'une chose : se faire obéir de leur principal subordonné militaire ! Et c'est ce qu'on appelle l'ordre, en temps de guerre ! Et c'est là, avec l'aide de l'arbitraire de ministres ultra-faillibles, veillant — de quelle autorité ! — sur nos propres écrits, l'application des principes qui doivent nous conduire à la victoire ! A moins d'être en état d'insanité pure, comment ne pas voir que c'en est le renversement ?

M. Capus (*le Figaro*) est aux antipodes de M. Clémenteau. Il désapprouve nettement MM. Accambray et Brizon, détracteurs de l'autorité. Et surtout l'attitude de la Chambre en toute cette affaire lui apparaît plus que suspecte :

Dans cette affaire du contrôle, ce qui choque profondément le public, c'est le ton agressif et hargneux, et l'air de morgue d'une partie de la Chambre à l'égard de nos généraux. Ce sont les arrière-pensées plus que les intentions évidentes ; c'est un vieux relent d'antimilitarisme qui fait lever le cœur, il faut le dire, à la portion saine de l'assemblée.

...Qui sait ce qu'on entendrait à la tribune si la volonté du gouvernement fléchissait un jour ?

Si la Chambre persiste en cette attitude, encore deux ou trois séances comme celle d'avant-hier, et elle sera irrémédiablement déconsidérée.

Elle est déjà impopulaire, malgré quelques bons travaux de ses commissions. Elle tomberait plus bas, elle tomberait peut-être même trop bas pour se relever.

Le *Rappel*, lui, fait confiance au gouvernement, mais il l'incite à affirmer son énergie :

Gouvernez hardiment, crie-t-il aux ministres. N'oubliez pas que les suprêmes ressources du pays, de toute la nation sont entre vos mains. Vous disposez de toutes les forces morales, physiques, financières, économiques. Faites-en le meilleur usage. Agissez ! Que votre action extérieure soit au niveau du mérite de nos armées. Que votre gouvernement intérieur soit ménager de toutes les réserves entre vos mains. Ayez un plan net et une volonté résolue. Vous pouvez compter sur nos alliés et sur l'appui de la France unanime. Mais droit votre chemin ! tout droit ! Une volonté inébranlable ! Vous ne voulez pas l'adjonction d'un comité de salut public ? Soyez le comité de salut public vous-même. Et, ne l'oubliez pas, si vous manquez à la confiance du pays, ce comité de salut public s'imposera demain, c'est-à-dire un gouvernement intraitable pour le salut de la patrie et pour l'irréversible défaite de l'Allemagne.

### L'union des sept alliés

M. Henri Chardon, conseiller d'Etat, préconise dans la *Revue Hebdomadaire* l'union indéfectible des sept Alliés, au lendemain de la guerre. A ce prix, l'Allemagne sera matée, et à ce prix seul.

« Qu'allons-nous devenir au lendemain de notre victoire ? Ne sera-t-elle qu'une victoi-

## A LA SORBONNE

La seizième matinée nationale, donnée hier après-midi dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne par l'Œuvre fraternelle des artistes, était présidée par M. Emile Boutroux, de l'Académie française.

L'éminent philosophe a prononcé une allocution fort intéressante dans laquelle il a fait ressortir la différence qui existe entre le but poursuivi par les nations de civilisation gréco-latine et celui vers lequel tendent les efforts de l'Allemagne. Il a terminé en prononçant ces sages paroles :

« Toujours, dans tous les domaines, nous trouverons, en l'Allemagne, une nation qui fera consister son existence à s'agrandir aux dépens des autres nations.

« Si elle ne peut organiser la guerre ouvertement, elle la préparera clandestinement. Mais, à moins de cesser d'être, elle continuera à chercher hors d'elle des proies à saisir : *Germans ad pradam*, disait Tacite.

« Que les leçons résultant de la guerre ne s'effacent pas dans nos esprits au retour de la paix ! Prenons pour devise la vieille maxime des moralistes : « Penses-y bien et souviens-toi. »

Excellent conseil.

## A LA MÉMOIRE DE PAUL DÉROULÈDE

La Ligue des Patriotes s'est rendue, hier après-midi, au cimetière de la Celle-Saint-Cloud, pour déposer une couronne sur la tombe de Déroulède, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa mort.

M. Maurice Barrès, président de la Ligue, étant souffrant, était remplacé par M. Gauthier de Clagny, vice-président. Au premier rang des assistants, on remarquait Mlle Déroulède, sœur du défunt, MM. l'amiral Bienaimé, Pugliesi-Conti, Maurice Spronck, Marcel Habert, Poirier de Narçay, Chenu, Sansboeuf, etc.

Devant la tombe, M. Gauthier de Clagny a prononcé une allocution patriotique qu'il a terminée en disant que la Ligue des Patriotes allait s'organiser sur des bases assez larges pour qu'elle puisse servir de point d'appui à toutes les associations ouvrières et patronales dans la défense des intérêts français.

re précaire et la paix qu'une paix bâtarde, une paix prussienne ? Comment chacun des peuples alliés se défendra-t-il contre une nouvelle agression de l'Allemagne ? Comment arriverons-nous à détruire, dans le cerveau des Allemands, jusqu'au désir de cette agression ? D'une seule manière, mais d'une manière inflexible : en restant publiquement et fermement unis ; là est notre salut ; là est le salut de l'Europe ; pas ailleurs...

« Il suffit, mais il faut que les peuples vainqueurs restent indéfiniment unis. Il faut que, dès maintenant, dans un pacte solennel et public, les sept peuples alliés s'engagent : 1° à se défendre désormais réciproquement contre toute nouvelle agression de l'Allemagne ; 2° à soumettre à l'arbitrage leurs propres différends.

« ...C'est un monde nouveau qui commence. Le pacte d'alliance entre les sept alliés annoncera et préparera ce monde nouveau. N'attendons pas, pour le conclure, les négociations de la paix et n'abandonnons pas le salut de l'Europe aux rivalités des diplomates, à leurs jeux secrets et souvent inflamment dangereux, aux mystères d'un congrès. Imposons comme un principe supérieur l'union sacrée des sept peuples ; alors nous aurons assuré la paix française, la paix féconde et définitive. »

### Tactique

Le colonel Repington, une des autorités européennes de la critique militaire, revient avec insistance (*l'Opinion*) sur sa théorie : il n'est qu'un front qui compte, c'est le front d'Occident. La solution doit être cherchée la décision !

Au risque de paraître monotones, répétons donc, une fois de plus, que l'ensemble des forces de notre principale armée a été toujours concentré sur le front d'Occident, où se trouvent actuellement les deux tiers des forces utilisables en campagne de l'empire d'Allemagne. Il n'est pas douteux que le centre de gravité de la puissance militaire allemande est là, et que c'est là que nous devrions assembler une force supérieure afin d'y obtenir une victoire complète.

Cette victoire, nous l'avons éprouvée, est difficile à obtenir, comme on pouvait s'y attendre, mais le principe de frapper au centre de gravité demeure intact en dépit de la difficulté, et tout ce que l'on peut conclure de la force des positions allemandes et de leur nombre est que nous devons fournir de plus grands efforts correspondants pour dominer cette force, et, en un mot, lui opposer une force supérieure tant en hommes qu'en canons.

Cependant, jusqu'ici, nous n'avons pas agi de la sorte. Anglais et Français ont distrait, pour des théâtres éloignés, depuis le début de la guerre, non moins de 600.000 hommes, avec les canons et munitions qui correspondent à ce chiffre. Nous autres Occidentaux, nous pensons que si ces effectifs distraits avaient été à notre disposition lors des offensives, sur notre front, de mai et de septembre, nous aurions pu porter aux Allemands un coup mortel.

M. Gustave Hervé, stratège de la *Victoire*, rumine des concepts différents. Cet homme de guerre fulmine. Si on lui confiait la direction de nos affaires militaires, il fondrait sur les Boches et les Bulgares en Orient !

Le pistolet au cœur de la Bulgarie, ce n'est pas Valona, c'est toujours Salonique.

C'est là que nous pourrions le mieux, d'un seul coup, s'il est bien porté, frapper à mort à la fois la Bulgarie et la Turquie, et arrêter net les expéditions turques en Mésopotamie et contre l'Égypte.

C'est là que nous serons le plus près pour donner, quand l'heure sonnera, la main aux Russes et, je l'espère, aux Roumains.

## Les prisonniers français en Belgique

La note publiée par la presse le 28 janvier au sujet des prisonniers français détenus en Belgique et dans les départements envahis ayant été diversement interprétée, il est utile de préciser que toutes les indications du gouvernement allemand ont été transmises aux familles intéressées.

C'est ainsi que, dans le dernier trimestre 1915, trois mille prisonniers ont pu être identifiés, dont les noms figuraient dans les listes générales de prisonniers et qui avaient été dans l'impossibilité d'envoyer de leurs nouvelles, en raison de leur maintien dans les territoires envahis ou en Belgique.

Toutes les listes de prisonniers de guerre reçues au ministère des affaires étrangères sont immédiatement envoyées au bureau des renseignements et à la Croix-Rouge.

## Sous une automobile

Un grave accident, qui a fait trois victimes, s'est produit, dans la soirée de samedi, vers 11 heures et demie, avenue Jean Jaurès. Le chauffeur Eugène Poinel, qui conduisait un taxi-auto, a renversé trois personnes : Mlle Aimée Lacour, âgée de 17 ans, passagère ; Joseph Bernard, 18 ans, journalier, et Auguste Normand, 18 ans, embaumeur, tous trois demeurant chez leurs parents, rue de Thionville.

Auguste Normand n'a été que légèrement blessé et a pu regagner son domicile après pansement dans une pharmacie ; mais on a dû transporter les deux autres à l'hôpital Saint-Louis. La jeune fille est dans un état désespéré ; le jeune Bernard est très gravement blessé à la tête et aux jambes.

De l'enquête à laquelle s'est livrée le commissaire de police il résulte que l'accident est dû à l'imprudence du chauffeur.

## LES MUSÉES MUNICIPAUX

L'administration préfectorale, d'accord avec la commission des beaux-arts du Conseil municipal, a décidé d'ouvrir provisoirement et le plus tôt possible les musées de la Ville de Paris. Elle étudie les moyens pratiques de réaliser cette amélioration.

# NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

## AUTOUR DE SALONIQUE

Les raids des avions alliés

Salonique, 28 janvier. — Le récent raid aérien français sur Monastir a causé de plus grands dégâts qu'on ne l'avait supposé tout d'abord.

Les bombes jetées sur les casernes les ont endommagées considérablement, ainsi que les huttes récemment construites par les Bulgares.

D'autres bombes ont fait explosion dans le parc d'artillerie, causant des dégâts énormes.

Le Konak, le quartier de l'état-major et le club militaire bulgare ont été également bombardés.

Finalement, des bombes ont été lancées sur toutes les hauteurs fortifiées entourant Monastir. Partout, il y a eu un certain nombre de victimes.

Le raid sur Guevgueli a eu aussi des résultats satisfaisants.

De Salonique au Daily Chronicle : « Des informations privées reçues de Monastir déclarent que les pertes militaires chez l'ennemi, comme résultat du grand raid aérien de l'autre jour, s'élevaient à environ 500 tués ou blessés. Les aviateurs ont fait preuve d'une grande audace en volant très bas et leurs bombes causèrent alors le maximum de dommages. »

## EMBARRAS DE LA BULGARIE

Rome, 30 janvier. — On mande de Salonique au Messaggero :

« La Bulgarie traverse une crise difficile. La population paraît très divisée. Les éléments jeunes, germanophiles, voudraient lier le sort du pays à celui de l'Allemagne, dont les envoyés ont pénétré dans tous les services publics. Au contraire, les classes anciennes, notamment les agrariens, désirent la fin d'un régime de terreur et voudraient conclure la paix, maintenant que la Macédoine est occupée. »

L'Allemagne demande au roi de transférer les troupes bulgares de Macédoine sur le front russe et de les substituer aux troupes autrichiennes, afin d'éviter, dans l'éventualité d'une attaque de Salonique, des difficultés de la part de la Grèce. La Bulgarie refuserait non seulement de transporter ses troupes ailleurs, mais aussi d'attaquer Salonique de peur de complications avec la Grèce.

Une autre préoccupation est l'attitude de la Roumanie. On craint que ce pays ne répète le jeu qu'il joua lors de la seconde guerre balkanique, au moment opportun. La majorité de l'armée bulgare demeure donc concentrée à la frontière roumaine.

## Dépêches particulières

de l'Œuvre

### Comment les Anstro-Allemands pacifient la Serbie

Genève, 30 janvier. — Les Belgrader Nachrichten, l'organe allemand édité par le gouverneur de la Serbie conquise, annonce que vingt-deux habitants du village de Lipe, près de Semendria, et le maire de cette ville, un vieillard de soixante-quatorze ans, nommé Danilo Ilitch, ont été passés par les armes pour avoir été trouvés possesseurs de boutons d'uniforme allemands... Le maire de la ville de Graditch a été pendu pour avoir refusé d'accepter des bons de réquisition, et dans le village de Lapovo quatre femmes et le nommé Tchedomir Stefanovitch ont été fusillés « pour crime de haute trahison ».

La feuille allemande ajoute : « Ces exécutions ont été accueillies avec une vive satisfaction par l'opinion publique serbe, qui colabore de tout son cœur à l'œuvre de pacification allemande. »

### Le débâlement du canal de Corinthe

Athènes, 30 janvier. — On sait que le canal de Corinthe, qui fait communiquer le golfe du même nom avec celui d'Égée et la mer Egée, a subi ces jours-ci de très graves dégâts à la suite d'un incident sur lequel il n'est permis de télégraphier aucun détail. Les plus grands efforts sont faits pour la remettre en état, et tout permet d'espérer que la navigation y pourra reprendre sous peu. Cet « incident » a produit une vive émotion à Athènes.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE  
du 31 janvier 1916

## La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

TROISIÈME PARTIE

I

À la guerre

Et Otto qui ne se mêlait jamais de rien était intervenu :  
— Ah ! c'est curieux, avait-il dit au pseudo-Julot, la manière rageuse de sangloter me rappelle un être cher... Si ça te soulage de pleurer, pleure encore... c'est extraordinaire tout ce que tes sanglots me rappellent...  
Puis :  
— Tu n'avais pas une parente dans la couture ?  
— Lina, grelottant, de la nuque aux

## Succès locaux sur tout le front russe

Communiqué russe

Pétrograd, 30 janvier. — Front occidental. — Sur le front du golfe de Riga jusqu'à la région du Pripiat, le calme règne en général ; on signale seulement, au sud du lac de Babyt, qu'un détachement important d'Allemands a prononcé une offensive contre nos retranchements, mais il a été chassé par notre feu.

Au sud-est de Bourgkólki, nos éclaireurs ont capturé un poste complet ennemi ; des renforts envoyés par les Autrichiens ont été dispersés par notre feu.

Sur le front de la Strypa moyenne, nous avons bombardé deux batteries ennemies. Des observateurs, montés en ballon, ont constaté la réussite de notre tir. Dans la même région, nos éclaireurs ont coupé sur une grande étendue les fils de fer ennemis et découvert vingt-cinq mines.

Dans la région au nord-ouest de Czernowitz, nous avons fait jouer un camouflet qui a endommagé les travaux de sape de l'ennemi.

Front du Caucase. — Dans un combat, au nord de la région d'Erzeroum, nos troupes, en s'avancant, ont fait prisonnier un détachement d'Askaris et ont pris trois mitrailleuses.

En Perse. — Au sud du lac d'Ourmiah, au cours d'une poursuite de l'ennemi, nous avons fait des prisonniers et pris des canons et des munitions.

A l'ouest d'Hamadan, dans la région de Kiangaver, nous avons repoussé l'offensive de l'ennemi.

Lors de l'occupation de la ville de Sulatanabad, nos troupes ont été solennellement accueillies à une distance assez grande de la ville par la population et les autorités provinciales. — (Havas.)

## Troupes allemandes enlisées

Pétrograd, 30 janvier. — Cent quatorze-vingt-trois prisonniers allemands confirment la terrible situation des troupes allemandes dans les marais de Pinsk, où un dégel intense et persistant a fait sourdre des eaux souterraines si abondantes que tous les ouvrages ennemis sont complètement bouleversés comme s'ils avaient été bombardés.

Plusieurs dizaines de batteries lourdes, des milliers de caissons de munitions, de nombreux canons sont embourbés définitivement.

Des détachements retranchés souvent importants se sont trouvés, par suite du dégel, complètement coupés et ont péri, impuissants à sortir du labyrinthe des marécages. La presse austro-allemande ne souffle pas mot de ces horreurs de Pinsk, tandis que les autorités allemandes isolent rigoureusement les soldats qui restent tous atteints d'une influenza extrêmement maligne.

## Déclarations de M. Sazonoff

Pétrograd, 30 janvier. — Au cours d'une interview, M. Sazonoff a donné son opinion sur les rapports de la Russie et des neutres, en particulier de la Suède. Celle-ci, a-t-il dit, n'a absolument rien à craindre de la Russie.

A vrai dire, elle s'inquiète des mesures que l'Angleterre prend contre la contrebande navale, mais d'abord l'Angleterre est contrainte par la nécessité de défendre ses intérêts légitimes et ensuite elle s'efforce de ménager les intérêts des neutres.

M. Sazonoff s'explique ensuite sur la coordination des efforts des Alliés : la commission militaire politique de Paris donne déjà de bons résultats.

Quant à la possibilité des paix séparées, il ne faut pas y songer. L'Allemagne a déjà fait des avances qu'on a, non pas repoussées, mais laissées sans réponse. On ira jusqu'au bout ; la guerre ne sera probablement plus très longue parce que, à cause de son épuisement financier, l'Allemagne sera la première à ne plus pouvoir la supporter, mais il faut de grands et intenses préparatifs pour la campagne d'été.

talons, avait secoué la tête sans retirer les mains de ses yeux.

Et Otto s'était éloigné pensif en marmonnant :

— Ah ! comme il faut peu de choses pour ressusciter une souffrance !...  
Barmille prenant Lina à part lui avait dit :

— Mon pauvre Julot, tu dois avoir un gros chagrin pour être aussi nerveux, toi si brave devant le danger... Qu'as-tu ? dis-le moi... chagrin d'amour ? Non pourtant, tu as l'air d'un enfant...  
— Ah ! ne me demandez pas... ne me demandez pas, avait supplié Lina, sanglotant de plus belle... Ne me demandez pas ; à vous peut-être, un jour, dirai-je tout, tout, quand je serai à bout... à bout de force. Mais aujourd'hui, je vous en supplie ne me demandez rien.

Et encore une fois, Barmille avait murmuré :

— Quel drôle de petit type !...

II

Heures d'angoisse

— Tu ne sais pas, Barmille ? eh bien, moi aussi, je vais faire des feuilletons...  
Et Coco, tirant une grosse bouffée de sa belle pipe, en racine de bruyère à bout d'ambre, — un cadeau de sa marraine, car, à présent, il a une marraine

## Actions d'artillerie sur le front italien

Communiqué italien

Rome, 30 janvier. — Commandement suprême :  
Tout le long du front, activité des deux artilleries, favorisée par l'état clair de l'atmosphère.

Sur le moyen Isonzo, une de nos batteries a bombardé la gare de Santa Lucia, dans le secteur de Tolmino.

L'artillerie ennemie de gros calibre a lancé quelques obus sur la bourgade de San Martino-di-Quisca, faisant quelques victimes parmi la population.

Les prisonniers ennemis confirment les lourdes pertes subies par l'adversaire, notamment par le 37<sup>e</sup> régiment de landwehr, pendant les récentes actions sur les hauteurs à l'ouest de Gorizia.

Signé : CADORNA.

## Les incidents suisses

Genève, 30 janvier. — La soirée d'hier, à Lausanne, s'est passée dans le plus grand calme et on n'a signalé nulle part le moindre incident.

Revenant sur l'échaffourée de ces jours-ci, la Tribune de Genève écrit ce matin : « Il n'est pas douteux que l'affaire des colonels a jeté dans un grand désarroi trop de gens qui s'étaient habitués déjà à commander en maîtres chez nous et à obliger les citoyens libres de la libre Suisse à plier sous les exigences de leur audacieuse volonté. Mais ils se sont trompés ; nous nous sommes ressaisis. Il faut leur montrer que si le cœur est chaud, la tête reste froide et qu'elle est parfaitement en état de suivre jusqu'au bout le grave développement de l'affaire Egli-de Wattenwyl et de prendre toutes les mesures indispensables à la sauvegarde du pays. »

## Nouveau discours de M. Wilson

New-York, 29 janvier. — Dans un discours prononcé à Pittsburg, le président a dit :

« Le monde est en feu ; les étincelles peuvent retomber n'importe où. Si l'on pouvait voir les dépêches que je reçois à toute heure, on saurait combien il est difficile de maintenir la paix. »

Le président a insisté sur la nécessité pour le pays de se préparer, sinon à une guerre ou à une agression, du moins à assurer la défense nationale.

Il est entièrement impossible, a-t-il ajouté, d'exercer la jeunesse à l'emploi des armes en même temps qu'on s'occupe de son instruction industrielle. J'ai le devoir d'avertir le pays des dangers graves et constants. »

M. Wilson craint des froissements au sujet du commerce d'outre-mer.

## ENTRE WASHINGTON ET BERLIN

Washington, 30 janvier. — On dément officiellement que les Etats-Unis aient fixé à l'Allemagne un délai extrême, soit le 2, soit le 5 février pour déclarer si elle a l'intention de désavouer la destruction du Lusitania. Mais on croit que les pourparlers sont arrivés à une phase critique.

## LE CARDINAL MERCIER A ROME

Rome, 30 janvier. — Ce matin, le cardinal Mercier a célébré la messe à l'église Saint-Julien, en présence d'une nombreuse assistance.

Assistaient à la cérémonie : le ministre de Belgique auprès du Saint-Siège, M. Van den Heuvel, avec sa fille ; le conseiller de la légation auprès du Quirinal ; le consul de Belgique et la colonie belge au complet.

Le cardinal Mercier, assisté du recteur du collège belge, a distribué la communion. Après la messe, on a joué la « Brabançonne », au milieu de l'émotion générale ; puis a eu lieu un déjeuner offert par le collège belge auquel assistait M. Van den Heuvel.

Le cardinal a quitté le collège pour se rendre dans un institut religieux où il se reposera deux jours ; il a été vivement applaudi par la foule rassemblée devant la porte du collège.

lui aussi, — se campe droit au milieu du groupe, bombe le torse en passant le pouce dans l'emmanchure de sa capote décolorée, et ponctue avec un clignement d'yeux :

— Comme je te cause.

Barmille sourit, Victor essaie un rétablissement, les autres s'esclaffent.

Mais Coco, sans se déconcerter, commence :

— Parfaitement... et ce n'est pas malin, j'ai pigé le truc.

« Voilà... D'abord, je regarde bien ce ce qu'il y a devant moi, ce qui s'y passe... »

« Ainsi, guette là-bas ce nuage tout blanc qui se balade sur le ciel tout bleu et tu entends si le canon s'occupe... »

« Boum ! boum ! » Et puis écoute le fou qui cherche noise à cette vieille rapiat d'épicière de qui on a sauvé le butin et qui nous vend cinquante sous une boîte de sardines qui en vaut dix.

« Donc, de ma plus belle écriture, je couche comme ça sur le papier... »

« Un nuage blanc court sous le ciel « bleu » à ça dans tous les feuilletons, « ça fait joli », le canon gronde : boum ! « boum !... »

« Mais c'est là que ça devient difficile parce que, tu comprends, il faut que l'invente d'après ce que je vois... Alors, j'écris :

## LA VISITE DU ZEPPELIN

L'IMPRESSION EN SUISSE

Genève, 30 janvier. — L'incursion du zeppelin sur Paris a été connue à Genève dès les premières heures du matin. La plupart des journaux suisses ne paraissent pas le dimanche ; mais l'émotion a été vive dans toute la Suisse, surtout lorsque les dépêches d'agences eurent signalé qu'il y avait assez nombreuses victimes.

A Genève aussi bien qu'à Berne, cette émotion s'accompagnait d'une indignation que la foule exprimait ouvertement, l'opinion publique se refusant à admettre la légitimité de ces raids que ne justifie aucune utilité militaire et qui aboutissent invariablement à la mort de femmes et d'enfants.

COMMUNIQUE ANGLAIS

Front britannique occidental

Londres, 29 janvier, 21 heures. — Communiqué britannique du front ouest :

Hier soir, après un violent bombardement, les Allemands ont pénétré dans quelques-unes de nos sapes près de Carnoy. Nous les avons chassés ce matin de bonne heure, leur infligeant quelques pertes en morts et blessés.

Les Allemands ont continué aujourd'hui la canonnade dans ces parages.

Hier soir et ce matin, nous avons repoussé des attaques à coups de grenades autour des Carrières et près de Givenchy. La canonnade autour de Loos a été très violente ; elle a, maintenant, diminué un peu.

Notre artillerie a riposté vigoureusement au feu de l'ennemi et a exécuté, en outre, sur d'autres points, des bombardements qui ont endommagé considérablement les tranchées allemandes.

## Allemagne et Roumanie

Berne, 30 janvier. — Le Berliner Tageblatt du 29 janvier publie une dépêche de son correspondant de Sofia qui revêt la forme d'une violente accusation contre la Roumanie, dénoncée comme nettement hostile aux puissances centrales :

« La Roumanie, dit la dépêche, a vendu aux deux empires 50.000 wagons de céréales, mais elle rend le transport extrêmement difficile, sinon impossible, car, par ailleurs, elle a signé la vente de 80.000 wagons de céréales à l'Angleterre. Tous les wagons roumains disponibles sont chargés de blé pour l'Entente. Ils ne partent pas, il est vrai, mais il ne nous reste plus de wagons pour le transport du blé en Allemagne. »

La dépêche va jusqu'à parler de « ventes fictives » que la Roumanie aurait conclues avec l'Angleterre, uniquement pour faire échec aux Allemands.

La dénonciation se fait encore plus acerbe au sujet de la situation militaire de la Roumanie : « Tout en n'ayant pas organisé la mobilisation générale, dit-elle, la Roumanie garde les quatre cinquièmes de son armée sous les armes. La plupart de ces troupes et la majorité de l'artillerie lourde sont concentrées dans le Sud, le long de la frontière bulgare et dans le nord, sur le front austro-hongrois, tandis que les troupes placées le long de la frontière de Bessarabie n'ont reçu aucun renfort. Cet état de choses méritait la plus grande attention des puissances centrales. La Quadruple-Entente ne cache pas qu'elle s'efforce d'amener la Roumanie et la Grèce de son côté, au moment de la grande offensive sur tous les fronts. Il convient donc que les deux empires obligent la Roumanie à préciser son attitude (sic). Les moyens ne leur font pas défaut. »

Le fait que cette acrimonieuse dénonciation vient de Sofia laisse supposer que l'inspiration est bulgare, mais la publication à Berlin atteste que le gouvernement allemand s'y associe.

## ELECTION SOCIALISTE A LEIPZIG

Berne, 30 janvier. — La ville de Leipzig avait à élire, mercredi dernier, un conseiller municipal. C'est un sozialdemokrat, membre du Landtag, nommé Henri Lange, qui a été élu.

Le Berliner Tageblatt, qui annonce la nouvelle, ajoute laconiquement : « C'est la première fois qu'un membre du parti sozialdemokrat viendra s'asseoir au Conseil de la ville de Leipzig. »

## ANNONCES GRATUITES

Jeune fille bonne famille, connaissant français, anglais, ayant notions de comptabilité, caisse et dactylographie demande emploi dans maison très sérieuse. Ecrire : Goossens, 8, rue Fromentin, Paris.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLSHOFF et ROCHET, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

## Accidents d'aviation

Toulon, 30 janvier. — En procédant à des manœuvres de nuit, l'officier de marine aviateur Emile-Henri Janvier vient de se tuer en mer, entre Fréjus et Saint-Raphaël. Il était sorti en hydravion de l'aérodrome de Fréjus et avait commencé ses manœuvres vers onze heures du soir, lorsque son appareil capota et tomba près de l'ilot appelé le Lion-de-Mer.

Des barques de Saint-Raphaël et de Fréjus vinrent peu après le recueillir, mais il avait des contusions multiples au crâne et une fracture à la jambe droite ; la mort avait dû être presque instantanée. Le corps a été ramené de Saint-Raphaël à Fréjus. Le lieutenant Janvier était revenu récemment du front occidental ; il s'y était distingué par maints exploits ; il avait été nommé, depuis la guerre, lieutenant de vaisseau et avait obtenu la croix de guerre et la croix de la Légion d'honneur.

Il était né à Paris, le 24 janvier 1882.

Troyes, 30 janvier. — Un biplan, monté par deux officiers, évoluait au-dessus de l'aérodrome de l'Aube. Un atterrissage malheureux, dans un champ, près de la gare, fit capoter l'appareil, qui se brisa complètement.

Les deux officiers furent sérieusement blessés. L'un d'eux eut trois côtes brisées et des lésions internes ; son état inspire de grandes inquiétudes.

## Les naturalisés et l'Automobile-Club

A la suite d'incidents qui s'étaient produits à l'Automobile-Club, le comité de ce cercle a engagé les membres naturalisés originaires des pays qui combattent contre la France à s'abstenir de fréquenter le club.

L'avertissement a porté ses fruits, car aucun des membres visés n'a remis les pieds dans l'hôtel de la place de la Concorde.

Dans les autres grands cercles, la radiation de tous les membres appartenant aux nations belligérantes avait été prononcée dès le début de la guerre ; mais aucun d'eux n'avait comme membres des naturalisés.

## POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE

Le comité de la « Reconstitution du Foyer » s'est réuni, hier, à son siège social, 14, rue de Clichy, sous la présidence de M. Gallit, député.

Cette œuvre qui prend à domicile, par canons militaires, tous les objets qu'on veut bien lui offrir, a déjà secouru un grand nombre de communes dévastées près du front.

Le comité fait un pressant appel à tous ceux qui, disposant de meubles inutiles, peuvent prêter leur concours à cette œuvre de solidarité patriotique et sociale.

## Notez ceci :

Le Comité international de Secours et de Protection (siège social, 34, rue Blomet, Paris, XV<sup>e</sup>), sous la présidence d'honneur de M. le général Niox, poursuit sa lutte inexorable contre les mercantis, exploitateurs de nos soldats. Son action s'est déjà fait sentir utilement sur divers points ; par l'appui de son comité parlementaire et par l'accueil que de hautes personnalités militaires ont bien voulu lui réserver, il va pouvoir étendre ses effets bienfaisants.

Dans nombreux aux soldats pauvres et sans famille ; fourniture de toutes dentures et de tous articles, à prix de revient, sans bénéfice commercial, prix encore abaissé en raison des dons en espèces reçus ; emploi comme agents des mutilés et des réformés ; tel est son but.

Le comité fait appel à la générosité publique pour réaliser ce programme et tient des listes de souscription à la disposition de toutes personnes honorables qui lui en feront la demande.

re, décrète Victor soudain figé d'admiration.

Tandis que ses compagnons groupés aux quatre coins du cantonnement s'amusaient du mieux qu'ils peuvent à goûter la joie de renaitre une fois encore à la vie, Lina seule, assise parmi les platras d'une mesure écroulée, lave les plaies d'une pauvre chien qu'elle a trouvée à moitié morte de faim et de fatigue dans un petit bois haché par la mitraille au retour des tranchées.

Elle l'a pris et rapporté dans ses bras, bien qu'elle-même ne fût plus sur ses jambes.

« Qui hier encore la mort l'a frolée de si près qu'elle se demande comment elle est là... »

Le malheureux Baptiste est gravement blessé ; elle l'a vu tomber près d'elle comme La Puce et tant d'autres. Elle pense à son pauvre Jean qui sans doute est tombé ainsi... ou pire... peut-être est-il mort faute de soins dans un endroit où personne n'a pu aller secourir...  
Elle a vu tant de choses horribles depuis six mois qu'aux heures de dépression morale et physique, elle ne doute plus que son Jean n'ait subi les pires souffrances.

(La suite à demain)